

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Intervention de Gérard Filoche au colloque d'Un Monde d'Avance sur le travail

- Politique -

Date de mise en ligne : lundi 7 février 2011

Démocratie & Socialisme

Bonjour,

Après tout ce qui a été dit ce matin, je voudrais d'abord vous mobiliser en défense de la médecine du travail, car la majorité UMP a bien l'intention de la tuer, dans les jours qui viennent à l'Assemblée nationale. Une proposition de loi vise en effet, à remplacer les médecins par des « intervenants en santé », ce serait la fin de la spécialité « santé au travail », ces intervenants seraient sous formés, non protégés, non indépendants des employeurs qui mettraient la main prépondérante sur la gestion des SST (services de santé au travail). Vous êtes jeunes, mais c'est de votre santé, de votre peau au travail qu'il s'agit... agissez avant qu'il ne soit trop tard, ne laissez pas assassiner la médecine du travail en silence, venez jeudi 10 février, à 19 h, à la Bourse du travail, à Paris, au grand meeting unitaire. Nous avons réussi un front large, PS, PCF, EE/Verts, PG, NPA, LO, FASE, Copernic, Attac, IEG-CGT, FSU, Solidaires, SMT, SNPST, appel des 22 000 médecins et inspecteurs du travail, Alain Vidalies parlera pour le PS, nous, UMA et la revue D&S, sommes au coeur de cette initiative. Venez, vous êtes de Paris, venez tous jeudi 19 h...

Bon, mon sujet...

Travailler mieux, moins, tous et gagnez plus... 35 h rapprocher la durée réelle du travail de la durée légale.

Travailler mieux, car la souffrance au travail s'est aggravée dans les huit dernières années, stress, risques psychosociaux, harcèlement, management violent, cadences et productivités accrues, systèmes de notations, de contrôles individualisés, chantage à l'emploi, maladies professionnelles, TMS et AVC, suicides comme à France télécoms ou à La Poste, mise à bas des droits collectifs conventionnels, des carrières et grilles de salaires, détricotage du code du travail, précarité systématisée, temps partiels subis, allongement des durées réelles du travail, heures supplémentaires dissimulées, non comptabilisées, non majorées, non payées... on a 750 accidents mortels chaque année et ça ne fait pas la « une » des journaux autant que les « faits divers » sur TF1, il y a 4 500 amputés du travail par an, 750 000 accidents avec arrêts...

Le slogan « travailler plus pour gagner plus » est mortifère, il tue au travail, l'allongement des durées réelles depuis huit ans nuit à la santé au travail autant qu'à l'emploi.

Vous savez, le Code du travail, c'est l'histoire de la réduction du temps de travail, de 1840 à l'an 2000. En 1840, le Dr Villermé publia un rapport sur l'état mental et physique des ouvriers dans les fabriques, il y étudiait les conséquences ces journées de 14, 15, 16, 17 h.. qui faisaient mourir au travail les ouvriers, les femmes et leurs enfants...

Le Dr Villermé a dit « il faut travailler moins... »

Il a fallu 80 ans, de 1840 à 1920, pour passer de la journée de 17 h à la journée de 10 h, au moins dans les textes.

Il a fallu 70 ans pour passer de 1936, à la semaine de 40 h, en 1982 à la semaine de 39 h, en 2000 à la semaine de 35 h...

Et en 70 ans, ça a marché, on a réussi 4 choses en même temps, on a créé de l'emploi, on a produit plus, on a gagné plus et l'on a travaillé moins...

Gagné plus et travaillé moins !

Travaillé plus et gagné moins, ça fait 70 ans qu'on le faisait, qu'on prouvait que c'était possible...

Et depuis huit ans, il y a, au pouvoir, dans notre pays, des intégristes néo-libéraux, thatchériens, reaganiens, qui tentent de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, de remettre 160 ans de code du travail en cause, et de nous faire à nouveau travailler plus en gagnant moins...

C'est stupide, il n'y a qu'à regarder, c'est dans les pays pauvres qu'on travaille plus longtemps, c'est dans les pays riches qu'on travaille le moins longtemps, et nous, en France, d'ailleurs, on est dans la moyenne européenne...

Mais ils réussissent, par la peur, le chantage à l'emploi, le blocage des salaires, la précarisation, à faire pression pour augmenter les durées réelles, sans doute travaillons-nous en réalité autour de 41/42 h réelles par semaine en moyenne,

Il y a un milliard d'heures supplémentaires dissimulées, impayées, c'est l'équivalent de 600 000 emplois, il y a des « forfaits jours » pour des centaines de milliers de cadres surexploités qui n'ont plus de vie à eux...

Vous savez, dans le temps, il y a un siècle, nos aînés se battaient pour les 3 X 8. Ils avaient bien raison.

En une journée, 3 X 8, huit heures de travail, huit heures de loisir, huit heures de repos, c'est la biologie du corps humain qui exige cela, c'est l'équilibre de nos vies, c'est notre santé...

Et c'est pareil partout, dans les grandes comme dans les petites entreprises, pareil chez Peugeot-Sochaux et dans le petit garage du coin, car le corps humain est le même et l'on doit partir du corps humain, pas des exigences aveugles, abstraites, de la productivité...

Là, les thatchériens reaganiens, qui nous dirigent veulent faire sauter toutes les barrières. Ils ne veulent plus de durée légale du tout, plus de repères, plus d'ordre public social chiffré, plus de règle commune protectrice, ils veulent tout « à la carte », retraite à la carte, durée du travail à la carte, Smic à la carte, licenciement à la carte... veulent plus de 35, 60, 1600...

Pourtant il existe encore une durée maxima, même si Sarkozy a tenté de la faire sauter quand il était président de l'Union européenne, en décembre 2008, c'est 48 h par semaine et 10 h par jour... un employeur qui fait travailler ses salariés plus de 10 h par jour, plus de 48 h par semaine, crée un trouble manifeste à l'ordre public social, c'est un délit, c'est un délinquant, la durée maxima du travail, c'est une barrière protectrice... C'est d'ailleurs la seule sérieuse, celle qui compte...

Travailler moins...

Car les 35 h ce n'est que la durée légale. 35 h et 151 h 66.

35 h, ce n'est pas la durée maxima, seulement une référence pour calculer le salaire, c'est le seuil de déclenchement des heures supplémentaires, ou celui des temps partiels,

à 34 h, vous êtes à temps partiel

à 36 h, vous avez la 36^e heure supplémentaire majorée à 25 %, la 37^e heure majorée à 25 %, la 38^e heure...

35 h, par mois, ça fait 151 h 66, on ne parle pas de 152 h 06 mais de 151 h 66 centièmes parce que ça sert à calculer le salaire,

35 h, ce n'est pas un carcan, si « carcan » il y a c'est 48 h ...

l'employeur peut décider de vous faire travailler plus, car c'est l'employeur qui décide, pas vous, il n'y a pas de « liberté » de travailler plus en droit du travail, tous les salariés sont subordonnés, c'est l'employeur, seul, qui décide de la durée de votre travail, ce qui caractérise un contrat de travail, c'est un « lien de subordination juridique permanente »

quelqu'un qui vous dit « vous aurez la liberté de travailler plus » est soit un ignorant, soit un menteur, qui sera recalé en droit du travail

À 35 h, il y a place pour 13 h supplémentaires, $48 - 35 = 13$ supplémentaires

Davantage que du temps des 39 h ou $48 - 39 = 9$ h supplémentaires,

35 h, ça n'empêche personne de travailler plus, ça ne verrouille rien... rien, rien.

Ce sont des ânes qui disent que les 35 h sont verrouillées,

D'ailleurs Valls qui réclamait de passer la durée légale à 37 ou 38 h qu'est ce que ça signifiait ? que vous n'aviez plus la majoration de 25 % à la 36^e heure, ni à la 37^e heure, ni à la 38^e heure, ni...

Cela voulait dire que vous allez travailler plus en gagnant moins

Toute attaque contre les 35 h est une attaque contre les salaires !

Et ne croyez pas ce qu'on vous dit comme âneries, que les enseignants devraient travailler 35 h, que les 35 h nuisent aux petites entreprises, aux petites catégories, aux salariés qu'on flexibilise, aux salariés dont on accélère les cadences, etc... ou pire que « les 35 h n'existent plus » comme le prétend Sarkozy

Par définition, les 35 h sont inflexibles, 35 ! c'est clair, incontournable. 35, 35 et 48 h.

Les 35 h s'appliquent à 100 % des salariés, 100 % des employeurs, 100 % des entreprises. Elles existent partout, partout, partout en tant que durée légale. Pas comme durée réelle, mais comme durée légale !

Et les enseignants, on doit compter 3 h pour 1 h, une heure de préparation pédagogique, une heure de face à face pédagogique, et une heure de suivi pédagogique...

Les 35 h, ça ne peut nuire à personne à aucune catégorie de salariés...aucune

Les 35 h, ça ne peut faire que du bien à tous. C'est bon les 35 h. C'est la loi au monde la meilleure la plus avancée.

J'ai entendu dire, « oui, mais ils nous exploitent davantage en 35 h » : oui, les patrons cherchent toujours à vous faire produire plus pour en profiter plus. Mais que voulez-vous ? Quant à se faire exploiter, c'est mieux en 35 h qu'en 39 h ! ça fait moins mal si ça dure moins longtemps, il vous reste plus de temps à vous...

Et ce n'est pas seulement bon pour la santé, c'est bon pour l'emploi...

Même Fillon reconnaît qu'en 2000 les 35 h ont créé de 350 000 à 400 000 emplois. Et encore c'est parce que les 35 h n'ont pas été assez, comment dire.... « verrouillées »,

il y a eu hélas, AUTOUR de la durée légale fixe, trop d'accommodations, modulations, annualisations, forfaitisations, dérogations... si cela n'avait pas eu lieu, il y aurait eu un million d'emplois créés...

Travailler moins pour travailler TOUS

Il n'y aura pas de réduction du chômage de masse, sans réduction de la durée du travail.

Je répète : il n'y aura pas de réduction du chômage de masse, sans réduction de la durée du travail.

Nous avons 4 672 000 chômeurs toutes catégories en décembre, record historique battu. Il faut rajouter au moins 400 à 500 000 non recensés, non déclarés. 5 millions de chômeurs,

Record battu par Sarkozy. Il est allé chercher le chômage avec les dents.

Le chômage nuit à toute la société. Ça ne sert à rien de dire « priorité à l'éducation » dans un quartier où il y a 43 % de parents chômeurs, et de jeunes chômeurs... Comment apprendre et pourquoi apprendre dans de telles conditions ? Pas de sous pour les livres, pour la culture, pour vivre, pour la cantine, pas de travail, d'avenir en vue...l'école se meure dans ce contexte. La société décline.

Le chômage mutile les chômeurs. Et il sert à faire taire ceux qui ont un travail. Le chômage de Sarkozy est voulu. Il est organisé, stimulé... C'est la schlague.

D'ailleurs en 2009, lors de la « crise de subprimes » (était-ce une crise, j'hésite à employer le terme, vu ce qu'ils se sont mis dans la poche, des milliards, des centaines de milliards, les seuls qu'ils ont fait payer, c'est nous) Sarkozy a fait 690 000 chômeurs de plus

Et ce qu'on sait peu, il a fait 600 000 chômeurs à temps partiel contraint. Les salariés n'étaient pas licenciés mais mis au chômage technique. Ils travaillaient moins et gagnaient moins. Ils ont autorisé 1000 h par an par la loi. L'état sarkozyste a versé 300 millions d'euros pour faire travailler ces 600 000 salariés. Vous vous rendez compte ? Le roi du « travailler plus » en dépit de tous ses discours qui paie pour faire travailler moins ! Ces gens-là n'arrête pas de citer Alfred Sauvy : « c'est le travail qui crée le travail », ou encore « quand on est en crise, il faut travailler plus pour s'en sortir » et ils ont fait le contraire, ils ont fait travailler moins...

Mais l'incohérence totale vient de ce qu'ils ont continué à payer 4,4 milliards pour faire faire des heures

supplémentaires aux autres, par la loi TEPA, ils payaient les employeurs (en défiscalisant, en les assistant, en baissant les cotisations sociales) pour faire faire des heures supplémentaires à ceux qui avaient un boulot tandis qu'ils vivaient 690 000 de tout travail et en faisait travailler moins 600 000 autres...

Surtravail + sans travail + sous travail... N'importe qui serait viré pour une politique aussi stupide, incohérente !

Car Sarkozy, en fait, impose un partage du travail, quoiqu'il le nie, mais un partage sauvage, inégal, injuste, violent, désordonné... les 35 h en tant que durées réelles pour tous ce serait mille fois plus efficace et cohérent.

Jamais la « croissance » ne suffira à réparer cela, à faire reculer ce record de 5 millions de chômeurs de masse, jamais !

Il faut prendre des mesures pour conforter, renforcer les 35 h.

Je le dis, car dans le parti socialiste, les idées ne sont pas claires.

La direction de notre parti n'est pas ou n'est plus majoritairement convaincue qu'il faut réduire la durée du travail.

Cela remonte à loin : François Mitterrand avait affirmé qu'on « avait tout tenté contre le chômage de masse », non, ce n'était pas vrai, il avait tort, on n'avait pas réduit sérieusement la durée du travail pour partager, redistribuer les gains de productivité !

Il a fallu les débats du milieu des années 90 pour revenir à la réduction du temps de travail. Il faut le reprendre.

Vous entendez dire que DSK était l'inventeur des 35 h, c'est un mensonge, une histoire à dormir debout... Il était contre, contre, je me rappelle encore un débat, à la tribune, entre lui et moi à la fête du PS en juillet 94 au Bourget...

Et Martine Aubry était aussi franchement contre, relisez son livre, « Choix d'avenir » ou son intervention au congrès de la CFDT à Montpellier en 1994...

La gauche socialiste, nous, nous défendions les « 35 h hebdomadaires sans perte de salaire » par un appel national en 1994... Henri Emmanuelli l'avait signé d'ailleurs...

Mais rappelons qu'en 1995, lors de la campagne présidentielle, Lionel Jospin défendait les 37 h par semaine sans préciser « sans perte de salaire » car certains préconisaient de partager la baisse de la durée du travail moitié en baisse du salaire, moitié en baisse du temps de travail...(comme récemment sur les gains d'espérance de vie et les retraites).

C'est la gauche socialiste qui a mis les 35 hebdomadaires sans perte de salaire aux voix lors des conventions nationales du PS en 1996.

Et Lionel Jospin a repris pour la 1^e fois notre mot d'ordre le 27 avril 1997, lorsque Chirac a dissous l'Assemblée nationale ! Lionel Jospin a gagné l'élection législative de juin 1997 grâce aux 35 h sans perte de salaire, slogan simple et central...

Il y a eu une levée de boucliers contre la mise en pratique des 35 h par la loi. Et DSK ne voulait pas de loi avec une durée légale, il voulait des « négociations » (comme Rocard qui, lui défendait la loi de Robien de juin 1996). DSK pour gagner du temps et retarder la loi pour 35 h, a demandé qu'il y ait DEUX lois, une, au début de la législature basée sur le volontariat des employeurs, et l'autre en fin de législature imposant les 35 h à tous.

Nous, gauche socialiste, voulions une seule loi.

D'ailleurs nous avons bataillé, nous avons écrit, Marie Noëlle Lienemann doit s'en souvenir, deux projets de loi, l'un pour juin 1998, l'autre pour novembre 1999. Deux projets plus précis, plus fermes.

Le patronat, Jean Gandois, du CNPF, a démissionné sur le parvis de Matignon le 10 octobre 1997, arguant que le patronat déclarait « la guerre aux 35 h », qu'il fallait nommer à sa tête « des tueurs », et qu'ils allaient « déstabiliser le gouvernement Jospin sur cette question ». C'était très grave. Insupportable. Mais ils l'ont fait. Ils ont créé le Medef, et nommé le Baron Ernest-Antoine Seillière, et Denis Kessler comme « tueurs ». Puis ce fut Laurence Parisot.

Lionel Jospin avait reconnu spectaculairement le rôle de la gauche socialiste lors du congrès de Brest en décembre 1997 : il avait, publiquement, depuis la tribune du congrès, « revendiqué être membre d'honneur de la gauche socialiste, car je fais les deux choses que réclame la gauche socialiste, je fais les 35 h sans perte de salaire, et je dirige un gouvernement rouge rose vert ».

Ce qui n'avait pas empêché la bataille d'être rude et complexe quant au contenu des lois Aubry I et II sur les 35 h (cf, D&S, livres, et articles dans la presse nationale de l'époque). D'autant que le patronat sabotait pas à pas et menait violemment et concrètement la guerre sans fin contre les 35 h.

On a perdu en 2002, le 21 avril, car aussi, hélas, dans sa campagne électorale, Lionel Jospin n'a pas défendu les 35 h alors que celles-ci ne s'appliquaient que depuis le 31 janvier 2002, sur les feuilles de paie de 10 millions de salariés (un sur deux, 5 millions dans les moins de 20 et toute la fonction publique). Au lieu de les défendre en plein vécu, et d'illustrer les 35 h en 2002, Lionel Jospin était entouré de socialistes qui ne voulaient plus en parler, qui avait réduit l'impact des 35 h dans les petites entreprises, (entreprises de moins de 20, contingent de 180 h d'heures supp') dans le secteur public... Les 40 pages du « projet Jospin 2002 » rédigé surtout par Moscovici (qui est le mauvais ange du parti sur toutes ces questions sociales - et européennes) ne parlaient pas des 35 h !

En 2007, vous savez, je dois être un des rares, qui a lu les 10 livres parus sur la campagne électorale présidentielle socialiste. Comme j'aime bien savoir, j'ai tout lu ! J'ai retenu surtout le livre de François Rebsamen « de François à Ségolène ». François Rebsamen était le directeur de campagne de Ségolène Royal ». Il raconte : « notre adversaire défendait le slogan « travailler plus pour gagner plus ». en face que pouvions-nous dire, nous ne pouvions pas aller contre... » Le directeur de la campagne socialiste était POUR le slogan de l'adversaire, de Sarkozy, vous vous rendez compte !

On ne pouvait que perdre. La candidate ne défendit jamais les 35 h ni même la réduction du temps de travail.

« Travailler plus pour gagner plus » s'imposa 10 ans après les 35 h de 1997 : ce fut une défaite idéologique sans combat.

Or face à 5 millions de chômeurs, la question est toujours et de plus en plus vitale. Copé, Sarkozy, veulent en faire une question centrale en 2012.

Ils veulent attaquer sur ce terrain, nous ne pouvons et ne devons pas nous défendre à moitié, à reculons.

On n'est pas schizophrènes, on ne va pas défendre la réduction du temps de travail sur la semaine et l'allonger sur la vie. On ne peut pas être pour les 35 heures et... pour 41,5 annuités de cotisations. Ça ne colle pas. Il y a 23 % de jeunes au chômage. Le MSJ a eu raison de défendre la retraite à 60 ans à taux plein. Il y a 21,5 % de chômeurs de plus l'an écoulé parmi les « seniors ». 35 h ET 60 ans à taux plein vont de pair.

Si on vit plus longtemps, c'est pour en profiter plus longtemps.

Ça ne tient pas d'allonger les annuités à 41,5 quand, dans la vie réelle, réelle, réelle, la moyenne cotisée par les salariés français est de 36,5 annuités. L'emploi exige 35 ET 60.

Il faut des mesures concrètes :

1°) abaisser la durée maxima du travail hebdomadaire de 48 à 44 h (puisqu'on veut abaisser la durée réelle vers la durée légale de 35 h). Fixer le repos minima quotidien de 11 h à 13 h. Définir « le temps de travail effectif comme étant celui ou le salarié est placé sous les directives de l'employeur ».

2°) Ré introduire dans le code du travail deux jours de repos consécutifs dont le dimanche. Je le dis car j'entends défendre la semaine de 4 jours et de 32 h. Écoutez, je suis POUR. Mais je suis réaliste. Pour une transition. Pour aller vers... mais en attendant je défends la semaine de 5 jours que nous n'avons plus... Ça limitera la flexibilité. C'est bon pour la vie et bon pour l'emploi. Ça crée un appel d'air d'embauche.

3°) il faut que les IRP (CE, DP...) puissent avoir un contrôle sur les heures supplémentaires et la durée du travail, un « avis conforme » doit être exigé.

4°) il faut que les horaires soient comptabilisés de façon claire et transparente, avec des supports fiables, et que l'inspection du travail renforcée en effectifs, puisse les vérifier, et sanctionner avec des procès-verbaux suivis d'effets en cas d'infraction ou de délit.

5°) enfin il faut rendre les heures supplémentaires plus coûteuses que l'embauche, le contraire de la loi TEPA. Elles doivent être à 50 % dès la première heure et à 100 % dès la 40^e heure, le contingent annuel maxima étant ramené à 120 h.

Ça ne doit pas se faire avec baisse mais avec hausse de salaire. Le coût du travail n'est pas trop cher, c'est le coût du capital qui est trop cher.

Il faut hausser le Smic en même temps. Les 35 h c'est un instrument de redistribution des richesses et de relance. Vous savez en juin 68, le Smig a été augmenté de 33 % et le Smag de 55 % pour rejoindre le Smic. Cela n'a fait fermer aucune entreprise, au contraire, l'économie a fait un bond en avant. Cela a duré car les salaires étaient à juste titre indexés sur les prix. Ce fut aussi une bonne chose pour l'emploi.

Travailler mieux, moins, tous et gagner plus !

Il fut un slogan en face du « travailler plus pour gagner plus », et défendre les 35 h

L'autre jour, vous savez, j'ai entendu François Hollande, qui réfléchit et écoute sans doute, et qui disait qu'il fallait « travailler mieux, travailler tous »... ah, ça y était presque... Mieux, et tous, allez un petit effort François, si tu m'entends, moins aussi, et en gagnant plus...

Travailler mieux, moins, tous et gagner plus !

Gérard Filoche, 7 février 2011